

La cyber-résilience d'entreprise dans les entreprises françaises

Internet

Posté par : JerryG

Publié le : 14/7/2023 14:00:00

Face à la menace omniprésente d'attaque par ransomware, 73 % des entreprises ne seraient pas en mesure de récupérer l'ensemble de leurs données, et dans 80 % des cas, il leur faudrait plus de 4 jours pour redémarrer leur activité si l'attaque était avérée. C'est ce que révèle la dernière étude de Cohesity, leader en sécurisation et gestion de données, menée au printemps 2023 auprès de 3409 décideurs IT dans le monde, dont 500 en France. Alors que 53% d'entre eux ont confirmé avoir été victime d'une attaque par ransomware au cours des six derniers mois, la majorité des responsables IT et sécurité informatique interrogés doutent de la capacité de leur entreprise à faire face des attaques de plus grande ampleur. Raison principale ? L'absence d'une stratégie solide pour relever les défis cyber actuels. Alors que le paysage de la menace mondiale a repris de l'élan en 2022, la confiance des responsables IT quant au niveau actuel de protection des données de l'entreprise est au plus bas, que ce soit en environnement cloud ou 'on-prem'. En effet, seul 1 responsable IT sur 5 (19%) considère que les données stockées sur site sont sécurisées, contre plus d'un tiers concernant celles sur leur cloud et en périphérie. Impuissants face au risque de cyberattaque par ransomware, 78% des sondés estiment même que leur entreprise serait disposée à payer une rançon si cela leur permettait de récupérer plus facilement et plus rapidement leurs données volées ou chiffrées. Commentant les résultats de l'étude, Brian Spanswick, Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) chez Cohesity, précise que : « Une organisation ne peut se permettre un arrêt total de son activité pendant plus d'une journée. Cette incapacité à récupérer rapidement leurs données et redémarrer leur activité, les rends autant plus vulnérables face aux cybercriminels. Dans ces circonstances, il n'est donc pas étonnant qu'en France, 8 personnes interrogées sur 10 déclarent que leur entreprise envisagerait de payer une rançon pour maintenir la continuité de leurs activités. »